



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE DE RENNES**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P)

Maîtrise d'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conduite d'opération

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

OBJET DU MARCHÉ

**FOURCHAMBAULT (58) – Ex 15^{ème} BSMAT – Dépose des voies ferrées sur la
commune de Garchizy.**

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	3
2	GÉNÉRALITÉS	3
2.1	TEXTES RÉGLEMENTAIRES / RÉFÉRENCES	3
2.2	RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE D'OUVRAGE	3
2.3	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	3
2.3.1	<i>Conditions d'accès.....</i>	3
2.3.2	<i>Consigne de sécurité – signalisation – installation de chantier.....</i>	3
2.3.3	<i>Plan de prévention.....</i>	3
2.4	NUISANCES ENVIRONNEMENTALE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS.....	4
2.5	GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER	4
2.5.1	<i>Tri et stockage provisoire</i>	4
2.5.2	<i>Caractéristiques des déchets.....</i>	5
2.5.3	<i>Filières d'élimination et de traitement des déchets de chantiers.</i>	6
2.6	TRANSPORT DES DÉCHETS	6
2.6.1	<i>Traçabilité.....</i>	7
2.7	NUISANCES ENVIRONNEMENTALES.....	8
3	PRESTATIONS	8
3.1	PLANNING D'INTERVENTION	8
3.2	INSTALLATION DE CHANTIER.....	8
3.3	DÉBROUSSAILLAGE DE LA VOIE ET DES ABORDS.	9
3.4	DÉMONTAGE DES PANNEAUX DE VOIE.....	9
3.5	DÉPOSE DES VOIES FERRÉES	9
3.5.1	Analyse du ballast.....	9
	<i>Le titulaire du marché réalisera l'analyse du ballast avant le démarrage des travaux, en vue de son envoi en décharge spécifique. Un rapport d'analyse sera produit et communiqué au RPA.</i>	9
3.5.2	Evacuation du ballast	9
3.5.3	Dépose des rails	9
3.6	REMISE EN ÉTAT DU TERRAIN	9

1 OBJET DU MARCHÉ

L'objectif du présent marché est de réaliser la suppression d'environ 750 ml de voies ferrées sur la commune de Garchizy (58), comprenant la dépose des rails, l'évacuation des traverses et du ballast et la remise en état du terrain.

2 GÉNÉRALITÉS

2.1 Textes réglementaires / références

- CCAG Travaux ;
- Code de l'environnement ;
- Décret n°2021-1772 du 22/12/2021 relatif à la protection du domaine public ferroviaire ;
- Code du travail.

« Le donneur d'ordre » sera le représentant du maître d'ouvrage ou le conducteur d'opération.

2.2 Responsabilité du maître d'ouvrage

La Personne publique s'engage à informer le Titulaire de tous éléments pouvant avoir une incidence sur l'exécution ou l'étendue de sa mission.

Une réunion préparatoire sera organisée par le SID. Elle aura lieu sur la zone des travaux et réunira le titulaire, les représentants des organismes concernés par les prestations et le SID.

Ses objectifs :

1. Définir les zones de travaux et les zones de stockages si nécessaire
2. Valider le planning qui sera présenté par le titulaire
3. Réaliser le plan de prévention

2.3 Responsabilité du titulaire

2.3.1 Conditions d'accès

Les conditions d'accès à la zone des travaux seront réalisées conformément aux directives communiquées par la commune de Garchizy durant la période de préparation.

2.3.2 Consigne de sécurité – signalisation – installation de chantier

Le titulaire fera son affaire de toutes les installations et de tous les matériels qui seront nécessaires pour la bonne réalisation des prestations qui lui seront confiées.

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire devra prendre toutes dispositions utiles pour assurer :

1. La protection des personnes, véhicules et des ouvrages existants.
2. La mise en place de barrières empêchant l'accès en cours d'opération.
3. Le nettoyage immédiat de toutes chaussées souillées par l'action de l'entrepreneur.

Le stockage du matériel ne pourra avoir lieu qu'après accord préalable de l'administration. Les emplacements de stockage autorisés seront indiqués lors de la réunion préparatoire. Le titulaire restera responsable de son matériel pendant le stockage.

2.3.3 Plan de prévention

Les modalités liées à la prévention des risques seront communiquées par la commune de Garchizy. Le titulaire se conformera aux directives reçues lors de la réunion préparatoire à l'ouverture des travaux.

2.4 Nuisances environnementale et traitement des déchets

Le présent article définit les prescriptions environnementales qui devront être prises en compte lors de la préparation et l'exécution des travaux réalisés dans le cadre du marché.

L'attention du titulaire et de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants est ici attirée sur le fait qu'ils auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiqués dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

La gestion des déchets de chantiers de travaux est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur, qu'il s'agisse des déchets issus des travaux ou des travaux neufs, et dans ce dernier cas qu'ils soient produits sur les chantiers mêmes ou dans les locaux du titulaire. La gestion des déchets comporte :

- La réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- Les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux de l'entrepreneur le cas échéant ;
- Les opérations de transfert vers les installations d'exploitants agréés en matière de traitement de déchets (qu'ils s'agissent de valorisation ou d'élimination) ;
 - Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (décret du 29 février 1988).
- Tous les déchets de chantier qui sont évacués en dehors des sites par le titulaire du marché, feront l'objet d'une remise au maître d'œuvre de bordereaux de suivi de déchet à la fin de chaque chantier et avant la réception des travaux, conformément à la réglementation.
- Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets, expliciter les filières d'élimination/recyclage/valorisation des déchets qu'il prend en charge.
- Le titulaire précisera sur quel centre de traitement il s'appuie, et que deviennent les déchets : recyclage/valorisation.
- Par ailleurs, il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

2.5 Gestion des déchets de chantier

2.5.1 Tri et stockage provisoire

L'entreprise titulaire prendra l'ensemble des mesures nécessaires pour réaliser un tri à la source des différents types de déchets, en respectant les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination qui apportent des précisions quant aux modalités de dépose, collecte séparée et transport de ces déchets à respecter.

Plus particulièrement l'Entreprise titulaire :

- déposera sélectivement les matériaux valorisables et notamment non dangereux (plâtre, métaux, bois, certains plastiques) et inertes (verre...) ;
- déposera sélectivement tous les matériaux et équipements contenant des substances dangereuses (équipements électriques et électroniques, bois traités ...) et les conditionnera sans les mélanger avec les autres déchets ;
- remettra à un éco-organisme agréé les déchets relevant d'une filière à Responsabilité élargie du producteur (REP) tels les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ou les déchets d'éléments d'ameublement (DEA) ;

- prendra toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets soient placés dans des contenants adaptés.

L'Entreprise titulaire décrira dans son offre l'organisation du stockage temporaire des déchets sur le chantier et définira notamment les aires de stockage nécessaires à l'accueil des contenants dédiés aux différents types de déchets. Le type et la taille des différents contenants seront déterminés en fonction des déchets identifiés de manière à trier les déchets à la source mais aussi en fonction des cahiers des charges des filières de valorisation. L'ensemble de l'organisation sera soumis à l'approbation du chargé d'affaire via la cellule environnement de proximité.

Le stockage provisoire sur site de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à :

- Respecter la santé et la sécurité des travailleurs ;
- Éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux ;
- Permettre un recyclage optimal.



2.5.2 Caractéristiques des déchets

Conformément à l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement, l'Entreprise titulaire du marché s'assurera de la bonne exécution des opérations suivantes, pour le compte du maître d'ouvrage, producteur des déchets et devra :

- Caractériser les déchets, selon leur nature, avant tout transfert vers une installation intermédiaire ou dans un exutoire final dûment autorisé à les prendre en charge en portant une attention particulière aux déchets dangereux ;
- Prendre toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transport requis ;
- Transmettre les Certifications d'Acceptation Préalables réglementaires obligatoires, ainsi que tout autre document provenant des autres exutoires et les transmettre au maître d'ouvrage ou à la Maîtrise d'œuvre.

Une fois les déchets conditionnés par le titulaire du marché, et ce avant de faire appel à un transporteur, afin de vérifier les informations du transporteur et informer des typologies de déchets qu'il aura à transporter.

Un tableau intitulé « caractérisation des déchets » sous la forme donnée en exemple ci-dessous sera transmis **lors de la réponse par le candidat** :

Dénomination usuelle	Rubrique déchet	N° CNU	Dénomination pour le transport	Classe de danger	GE	Etiquette de danger	Emballage homologué	Arrêté préfectoral	Page de l'arrêté
Pots de peinture, vernis	20 01 27*	UN 1263	Peintures ou matières apparentées aux peintures	3	II		En principe DS 650		
Acides	20 01 14*	UN 3264	Liquides inorganique corrosif acide basique n s a	8	II		oui		

Ce tableau est évolutif et devra être mis à jour par l'entreprise titulaire dès l'apparition de nouveaux déchets dû à l'évolution de la maintenance ou des travaux nouveaux entrepris. Il

sera communiqué pour validation dans les plus brefs délais au chargé d'affaire et au chargé d'environnement.

2.5.3 Filières d'élimination et de traitement des déchets de chantiers.

Le cadre de réponse comprendra un Schéma d'Organisation et de Gestion des déchets (SOGED).

Le schéma d'organisation et de gestion des déchets ou SOGED décrit l'organisation technique de la gestion des déchets. Il s'agit d'un document dans lequel sont précisément décrites les mesures prises pour une bonne gestion des déchets (responsable « déchets », sensibilisation personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination).

Le SOGED devra aborder de manière détaillée les points listés ci-dessous.

- **Les méthodes de prévention de la production** des déchets ;
- **Les méthodes de non – mélange des déchets** sur le chantier et donc le tri effectué :
 - les méthodes de séparation des déchets au niveau des postes de travail,
 - la description des bennes, bigs-bags, bacs avec rétention et tout autre contenant en fonction des types de déchets,
 - les zones de stockage envisagées pour les déchets et les moyens d'accès,
 - l'importance du tri sur le chantier,
 - la signalétique employée,
- **Les installations de valorisation, traitement et élimination vers lesquelles seront dirigés les déchets** en fonction de leur nature :
 - selon les opportunités locales, les installations seront recherchées en veillant à privilégier les filières de réutilisation et valorisation,
 - la fréquence d'évacuation des déchets ;
- **Les moyens de contrôle et de traçabilité des déchets :**
- il est conseillé de prévoir un bordereau de suivi de déchets (BSD) par type de déchet et par transport ;
- définir les modalités de transmission de l'information aux assistants du maître d'ouvrage ;
- les moyens humains mis en œuvre pour assurer la réalisation du SOGED ;
- il est conseillé de désigner un « responsable gestion des déchets » au sein de chaque entreprise, présent sur le chantier en permanence ou régulièrement, qui pourra répondre aux questions des compagnons ou des représentants du maître d'ouvrage,
- les compagnons devront être sensibilisés à la gestion des déchets et savoir reconnaître les différents types de déchets.
- Il peut être complété par la description des mesures prises pour faire face aux autres nuisances potentielles du chantier.

Une trame est fournie en annexe.

Cette trame est évolutive et devra être mise à jour par l'entreprise titulaire dès l'apparition de nouveaux déchets dû à l'évolution de la maintenance ou de travaux nouveaux entrepris. Elle sera communiquée pour validation dans les plus brefs délais au chargé d'affaire et au chargé d'environnement

2.6 Transport des déchets

Le transport des déchets peut être effectué par le **producteur du déchet ou par un collecteur/transporteur**. Si les déchets ne sont pas transportés par le producteur, le transporteur doit être titulaire d'un **récépissé de transport de déchets** selon l'Article R541-50 du Code de l'environnement modifié par le Décret n°2013-301 du 10 avril 2013 – art. 4.

Les entreprises doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social ou, à défaut, le domicile du déclarant :

- Dès lors que les entreprises collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ;

- Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.

Sont exemptés de cette obligation de déclaration :

- Les entreprises qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui sont soumises aux dispositions législatives du titre Ier relatives aux ICPE.

Une **ICPE** peut par exemple être une usine, une installation Seveso, une carrière, une installation de stockage de déchets, un parc éolien terrestre, une exploitation agricole, etc... Ces installations classées peuvent avoir des impacts sur la pollution de l'eau, de l'air, des sols, et présenter des dangers comme des incendies, des explosions. Pour ces raisons et la préservation de l'environnement, elles sont soumises à des réglementations spécifiques.

- Les entreprises effectuant uniquement la collecte de déchets ménagers pour le compte de collectivités publiques ;
- Les entreprises qui collectent ou transportent des terres non souillées, des déchets de briques, de béton, de tuiles, de céramiques et d'autres matériaux de démolition propres et triés, des gravats et des pierres ;
- Les ramasseurs d'huiles usagées agréés en application des articles R. 543-3 à R. 543-15 ;
- Les entreprises effectuant la livraison de produits et équipements neufs qui reprennent auprès des consommateurs finaux les déchets similaires à ces produits et équipements, y compris leurs emballages, dans le cadre de leur activité de distribution ;
- Les exploitants des installations visées à l'article L. 511-1 soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration et relevant de la rubrique 2710 de la nomenclature des installations classées.

Le transporteur de déchets s'engage :

- à transporter les déchets vers des installations de traitement conformes à la réglementation relative aux déchets,
- à procéder à la gestion des déchets transportés par ses soins qu'il aurait abandonnés, déversés ou orientés vers une destination non conforme à la réglementation relative aux déchets,
- à informer sans délai le préfet territorialement compétent en cas d'accident ou de déversement accidentel de déchets.

Le récépissé est valable 5 ans et doit être présent dans chaque véhicule.

2.6.1 Traçabilité

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le Ministère de la Transition Ecologique.

Le Titulaire s'assure de la création des bordereaux de suivi par le transporteur dans l'outil numérique précité.

Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du Titulaire, sont obligatoirement inscrites sur Trackdéchets.

Le Titulaire fournit à son transporteur tous les éléments nécessaires à la création du BSD, afin que ce dernier puisse générer ce document pour le compte de l'Acheteur.

Les informations relatives à l'Acheteur (=producteur) sont les suivantes :

SIRET : 13000190200068

ESID de Rennes - Quartier Marguerite -BP14

35998 RENNES Cedex9

(adresse mail fonctionnelle que doit utiliser le transporteur)

Les informations relatives au chantier sont les suivantes et les BSDs et BSDA sont nommés selon le modèle suivant :

« USID BGA- Antenne*- Bat »

(exemple : USID BGA – BA 702 –Bat XXX)

Ou

« USID BGA – Antenne* – N° marché ou COSI»

(exemple : USID BGA- BA 702- 25UADB003 ou COSIXXXXX)

Le Titulaire fait sien de fournir à son transporteur les informations relatives aux déchets (codes, quantités estimées, n° de certificat d'acceptation préalable, etc).

Le Titulaire s'assure que son transporteur génère le BSD à minima cinq (5) jours avant l'enlèvement des déchets. Dès création du document, le Titulaire en informe par courriel l'Acheteur (=producteur).

En cas d'impossibilité de création d'un BSD deux (2) jours avant l'enlèvement prévu, le Titulaire s'assure que son transporteur dispose d'un outil informatique (tablette, smartphone) permettant la signature in situ.

En cas de transfert transfrontaliers de déchets le titulaire communique au chargé d'affaires et au chargé d'environnement de l'USID le formulaire CERFA n°1433 ainsi que le contrat établi entre lui qui organise le transfert et le destinataire

En cas de manquement, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 7.5.3 du CCAP.

- Les *trigrammes* des antennes sont les suivants : Neuvy Pailloux -NPX; Henrichemont-HRT; Rosnay-RNY; BA 702- BA702; Bourges-EMB; DGA TT-DGA.

2.7 Nuisances environnementales

La réduction des nuisances de chantier est, avec la gestion différenciée des déchets et l'information et la sensibilisation du personnel, un enjeu essentiel du traitement de la cible « Chantier à faibles nuisances ».

Les objectifs de la réduction des nuisances sont les suivants :

- Réduire les nuisances acoustiques ;
- Réduire la pollution de l'air.

Chaque entreprise doit le respect de ces prescriptions.

3 Prestations

3.1 Planning d'intervention

En concertation avec le SID, le titulaire établira un planning d'intervention qui sera soumis à la validation des organismes concernés par les prestations.

Les grandes phases du marché sont les suivants :

- Période de préparation comprenant la réunion préparatoire et le délai nécessaire pour les démarches administratives ;
- Une période de travaux.

3.2 Installation de chantier

Le titulaire aura à sa charge la mise en place et le repli des installations de chantier, d'hygiène et de sécurité.

3.3 Débroussaillage de la voie et des abords.

Le débroussaillage et l'évacuation des déchets vers un centre de tri seront réalisés avant le démarrage des travaux. Cette prestation est à la charge du titulaire.

3.4 Démontage des panneaux de voie.

Les panneaux de voie seront déposés avec soin par le titulaire et envoyés en centre de traitement.

3.5 Dépose des voies ferrées

Le titulaire aura à sa charge la dépose des voies ferrées. La prestation se décomposera de la manière suivante :

3.5.1 Analyse du ballast

Le titulaire du marché réalisera l'analyse du ballast avant le démarrage des travaux, en vue de son envoi en décharge spécifique. Un rapport d'analyse sera produit et communiqué au RPA.

3.5.2 Évacuation du ballast

Dans le cadre des travaux le titulaire devra l'évacuation du ballast en centre de traitement agréé. Le volume à traiter est estimé à environ 650 tonnes de 31.5/50. Ces données sont communiquées à titre indicatif.

3.5.3 Dépose des rails

Dans le cadre des travaux le titulaire aura à sa charge les prestations suivantes :

- Desserrage des tirefonds ;
- Dépose et évacuation des traverses vers une usine de traitement, y compris la fourniture de BSDI ;
- Dépose et évacuation des appareils de voie ;
- Dépose et évacuation des rails vers un centre de traitement. La distance des voies est estimée à environ 750 ml. Les informations sont communiquées à titre indicatif. Il appartiendra au soumissionnaire de métrer la distance réelle. En aucun cas le titulaire des travaux ne pourra mettre en avant une omission pour prétendre à des indemnités.

L'ensemble des déchets sera orienté vers les filières de recyclage.

3.6 Remise en état du terrain

A l'issue des travaux le titulaire aura à sa charge la remise en état du terrain. Il assurera le nettoyage de la zone des travaux, le régalaage et la remise en place des terres de découverte.